

Le partage est la clé d'un nouvel ordre économique et démocratique

Partage international n° [364](#) - Décembre 2018

par Graham Peebles

Des changements fondamentaux dans l'ordre socio-économique sont nécessaires si l'on veut répondre aux défis de notre temps. La catastrophe environnementale est le problème majeur, de même que les conflits armés, potentiellement nucléaires. Tous deux menacent la survie de l'humanité et de la planète, et l'un comme l'autre sont largement ignorés par ceux qui sont au pouvoir, dont l'approche à court terme, l'obsession pour « l'économie » et la vision nationaliste et repliée sur soi nous mènent au désastre.

Si l'humanité veut survivre à ces crises interconnectées et surmonter d'autres défis critiques – tels que l'extrême pauvreté, l'injustice sociale et le déplacement de populations –, elle doit absolument modifier sa conception d'une société qui fonctionne. A la racine de tout ou partie de ce chaos, se trouve notre modèle socio-économique combiné à des formes inadaptées et artificielles de gouvernance démocratique. Il est donc indispensable de : démocratiser radicalement l'Etat et les institutions privées qui sont aujourd'hui des monopoles de pouvoir interdépendants ; pallier aux déficiences systémiques profondément enracinées ; et de porter des valeurs entièrement différentes de celles qui sont actuellement encouragées ou inculquées.

Structures totalitaires

Le néo-libéralisme a infiltré toutes les strates de la société et gagné toutes les parties du globe ; c'est un système défectueux, qui au lieu de servir l'intérêt humain, est conçu pour rendre riche « *au-delà des rêves d'avarices d'un petit nombre de privilégiés* », comme le formule Noam Chomsky, fameux intellectuel américain et activiste politique. L'existence même de ce système nie la manifestation d'une démocratie réelle.

De ce paradigme d'injustice découlent l'inégalité extrême (qui crée à son tour de nombreux fléaux

sociaux), de hauts niveaux de chômage (particulièrement parmi les jeunes en bien des pays), la faiblesse des investissements dans les services publics et, comme l'affirme le politologue et économiste C. J. Polychroniou, « *des niveaux de vie déclinant rapidement, des niveaux de dettes, tant publique que privée dangereusement élevés, un système financier détraqué, et un effondrement écologique*¹ ».

C'est un système global vétuste soutenu par les gardiens du *statu quo*, qui sont en faillite intellectuelle, n'ont pas de réponse aux problèmes du jour mais qui, prêts à tout pour s'accrocher au pouvoir, utilisent tous leurs outils de contrôle pour résister au changement.

Dans ces formes existantes, l'influence politique est concentrée dans les mains d'un petit groupe de personnes et d'institutions. Ils dirigent les grandes entreprises et peuplent la haute administration : ce sont les riches et les plus puissants, l'élite au pouvoir. Les sociétés et leurs maîtres dominent cet ensemble privilégié, gigantesques institutions tyranniques, structures dotées d'un énorme pouvoir qui ne rendent pas de compte. Comme le déclare N. Chomsky, les entreprises sont « *l'un des systèmes les plus tyranniques que les humains aient jamais conçus*. » Le contrôle est concentré en haut, d'où les décisions sont prises, les ordres donnés, les cadres font passer les instructions et l'on attend des travailleurs qu'ils obéissent, qu'ils se conforment, et qu'ils soient reconnaissants envers la bienfaitrice entreprise d'acheter leur travail, quoique pour une misère comparé aux rémunérations du conseil d'administration. C'est à peine différent d'un esclavage par le salaire.

La raison d'être des entreprises est de maximiser leurs parts de marché et de générer du profit, quel que soit l'impact sur les gens ou sur l'environnement. Pour ce faire, elles ont besoin que la population se comporte en accord avec leur approche de la vie, le consumérisme. Leur message persuasif, de plaisir et de compétition est diffusé à une foule lasse par l'industrie de la communication, qu'ils détiennent justement : les médias, le secteur du divertissement et les sociétés de communication. Ces structures colorent l'atmosphère sociale, fixent les politiques publiques, animent le débat collectif, et avec

l'éducation et les religions organisées, elles sont les principales pourvoyeuses du conditionnement de masse, ce que Walter Lippmann appelait dans *Public Opinion*² « *la fabrication du consentement* ».

Les sociétés commerciales travaillent activement à limiter la démocratie et à empêcher l'établissement d'un système économique juste ; elles ont une influence immense sur les politiques gouvernementales et obstruent invariablement la législation environnementale. Elles opèrent en secret, des droits et des accès extraordinaires leur ont été garantis, et comme le déclarait N. Chomsky lors d'un discours intitulé *Un système sans argent*, devant des étudiants du MIT (prestigieuse université américaine), elles entretiennent « *des alliances stratégiques complexes avec des compétiteurs déclarés* », formant ce que certains économistes ont appelé « *le capitalisme d'alliances : de gros réseaux d'institutions tyranniques qui grosso modo dirigent le monde.* » Ces institutions « *n'ont pas plus le droit d'exister que n'importe quel autre système tyrannique* », et devraient être démantelées.

Ces trente dernières années un mouvement de protestation mondial a émergé. Un grand nombre de personnes se sont regroupées pour exiger des changements socio-économiques et démocratiques, pour exiger d'être écoutées par des politiciens arrogants et lointains, et pour apporter une réponse globale et sensée à la crise environnementale. Par son ampleur et par sa portée, ce mouvement est sans précédents. Des personnes de tout âge ont joint leurs forces pour exprimer une frustration collective, réclamant une nouvelle façon de vivre. Le Printemps arabe et le mouvement *Occupy* ont été deux expressions notables de la même demande sous-jacente pour le changement. On pourrait soutenir que le Brexit et l'élection de Donald Trump en sont également des expressions, quoique distordues et réactionnaires.

Malgré des revers, un irrésistible courant de changement balaie le monde, et il ne sera pas étouffé. Les anciennes formes doivent faire place aux voies nouvelles de notre temps, en matière d'économie, de politique, de société, et en temps voulu de religion, ces formes qui se sont cristallisées et sont incapables de répondre aux besoins du plus grand nombre.

La crise financière de 2008 a révélé certains défauts inhérents au modèle économique, depuis que les politiques sont devenues plus polarisées et réactionnaires, que les salaires ont été gelés, que l'austérité a été imposée, punissant les plus pauvres, et il a été permis au système financier de continuer

comme avant. Le manque de changement véritable signifie qu'un second krach est une réelle possibilité, et il faudra peut-être cela pour produire le véritable changement systémique qu'attendent tant de gens. Selon l'auteur de *New Thinking for the British Economy (Nouvelles réflexions pour l'économie du Royaume-Uni, livre numérique, non traduit)*³ « *les échecs évidents de notre système économique actuel, et la mobilisation politique grandissante en faveur du changement suggèrent que l'on se trouve à l'aube d'un nouveau paradigme dans la pensée économique et politique.* » En somme, ce serait une tendance à s'éloigner des systèmes oligarchiques de gouvernance, et d'un modèle économique injuste, non-durable, dommageable à l'environnement, pour aller vers un modèle durable, participatif et une juste façon de vivre.

L'âge du partage

Le principe du partage, élément essentiel en vue d'une vie et d'une justice harmonieuses, est absent tant dans la sphère économique que politique. Placer le partage au cœur du nouveau paradigme économique ferait plus pour le changement véritable que n'importe quel autre facteur pris isolément. Il modifierait complètement l'atmosphère sociale et permettrait à un ensemble d'idéaux démocratiques de se manifester, tels que la justice sociale, la tolérance et la compassion. Il faut concevoir un partage tous azimuts : partage des ressources (incluant la nourriture, l'eau et les terres), de la richesse, du savoir, des compétences, des idées ; partage de la gestion des institutions (étatiques et privées) qui dominent la société, partage dans les organismes pour lesquels on travaille ou dans lesquels on étudie, et enfin, et c'est crucial, partage dans les décisions et les idées qui façonnent nos vies, c'est-à-dire l'avènement d'une réelle participation.

Dans nos démocraties dirigées par les entreprises le droit de vote et d'organiser la société civile existe, il y a même un système judiciaire indépendant, l'application (plus ou moins grande) des droits humains et le libre accès (quoique surveillé) à l'information, mais sans justice sociale et une participation significative, cela ne constitue pas réellement une démocratie. C'est une construction idéologique inadéquate, dont la nature et la structure sont définies par ceux qui siègent dans les salons cossus du pouvoir, et qui limitent sa portée et son expression. C'est une démocratie contrôlée par le monde de l'entreprise entrelacée à la méthodologie du marché. En tant que tel, ses représentants sont complices de l'injustice qui se perpétue, du maintien de la concentration des pouvoirs, d'alimenter la division et de promouvoir l'esclavage salarial. La

participation est au mieux limitée, et la compétition, l'avidité et les gains personnels sont encouragés aux dépens du bien collectif. Le succès matériel est tenu pour objectif ultime, les tendances égoïstes sont exacerbées, renforçant l'intolérance et la division. Tout cela se conjugue pour saper la vraie démocratie et étouffer le bien au sein de l'humain.

La vraie démocratie est une participation significative dans toutes les institutions, socio-politiques, économiques et privées. Quand cela se produira, les aspects positifs de la nature humaine commenceront à s'épanouir et les structures qui perpétuent les injustices actuelles s'effondreront sous le poids du bien. La participation de groupe, la responsabilité sociale et l'unité sont des éléments essentiels pour amener un tel changement et sont des principes fondamentaux de notre époque. En leur cœur, doit se trouver le partage, d'où tout le reste doit découler, pour un certain nombre de raisons : le partage fait fondre les divisions et engendre la confiance, la gentillesse croît, et la bonté naturelle de l'humanité peut s'épanouir ; le partage est une expression et une reconnaissance de notre humanité commune ; la coopération est le résultat du partage, et quand les personnes coopèrent, elles établissent des liens, forment des groupes, échangent des idées.

Sans partage, les dispositions destructrices du présent continueront. Comme l'énonce Noam Chomsky : « *Si nous voulions aller vers une démocratie réelle, nous affirmerions qu'il ne doit pas y avoir de mauvaise répartition du pouvoir pour déterminer ce qui est produit, distribué, investi, etc, mais plutôt que c'est une question sur laquelle doit se pencher l'ensemble de la communauté. D'ailleurs selon mon point de vue, à moins que nous nous*

dirigions dans cette direction, la société humaine ne survivra probablement pas. »

C'est un point de vue partagé par beaucoup. Cependant, si l'on regarde au-delà de la répugnante théâtralisation du nationalisme et de la peur, on peut apercevoir une vision alternative du futur. Une coalition pour le changement est en formation dans le monde et un changement de conscience se produit. Sans surprise, ce sont les jeunes qui montrent la voie, ils sont moins conditionnés par l'ancien ordre, ont un puissant sens de la justice sociale et de la liberté, et sont profondément concernés par l'environnement naturel.

Nous sommes au début de l'âge du partage, mais il ne nous sera pas donné. Le partage sera réalisé par des actions constantes et coordonnées, en reconnaissant que nous sommes tous responsables de ce monde, et que si nous voulons une société nouvelle et juste, nous devons la bâtir.

1 - *Towards a new economic system for the 21st Century*. Aljazeera.com (non traduit)

2 - *Public Opinion*, 1922 (non traduit)

3 - opendemocracy.net/neweconomics/ebook/ (non traduit).

Auteur : Graham Peebles, écrivain indépendant britannique et travailleur caritatif, il a créé l'ONG The Create Trust en 2005 et a mené des projets éducatifs en Inde, au Sri Lanka, en Palestine et en Ethiopie.

Thématiques :

Rubrique : [Point de vue](#) ()